

Le cinquième point, étroitement lié à la question de l'ajustement, est la nécessité de contrôler nos coûts et d'améliorer notre productivité. Les récents propos du Premier ministre visaient largement ce point. En mots simples, les Canadiens ne peuvent que connaître une diminution de leur niveau de vie réel si nous ne réussissons pas à contrôler nos coûts. L'inflation doit être jugulée, la productivité doit être accrue et la qualité doit devenir notre objectif. Mais nous devons, comme les autres pays, éviter une situation où nous dépendons trop des exportations et de la croissance des exportations pour stimuler nos économies. Nous connaissons ce danger aujourd'hui et, comme je l'ai déjà mentionné, on en voit le résultat dans des domaines comme le financement du crédit à l'exportation où la concurrence que se livrent les trésors publics pourrait nous amener à payer les autres pays pour qu'ils achètent nos marchandises. Les subventions à l'exportation, sous une forme ou une autre, sont en effet la contrepartie des restrictions à l'exportation. Les deux biaisent la concurrence. Elles entraînent toutes deux un coût économique et doivent être contrées. Les mécanismes institutionnels destinés à régler la concurrence à l'exportation et, de façon plus précise, les liens qui existent entre le commerce et les finances ne sont ni assez solides ni assez développés. Il nous faudra faire des efforts ardues pour renforcer notre coopération en ce domaine dans les années 80.

Mon sixième et dernier point - qui dans un sens me ramène à mon thème de départ - est la nécessité de sensibiliser beaucoup mieux le public aux questions en cause et de renforcer les consultations entre le gouvernement et le secteur privé. Plusieurs de mes collègues ont sérieusement consulté les gens d'affaires et les représentants syndicaux sur les problèmes économiques que nous connaissons. Le gouvernement a lui aussi entrepris une grande Étude de la politique commerciale canadienne de façon à la rendre adaptée aux années 80. Beaucoup de travail préliminaire a déjà été accompli, et nous avons également procédé à des consultations avec le secteur privé.

Les rencontres que nous avons déjà eues avec divers secteurs d'intérêt, y compris le monde des affaires, le monde du travail, les provinces, des consultants et des universitaires, nous ont permis de mieux comprendre les préoccupations, les sensibilités et les priorités des Canadiens à l'extérieur d'Ottawa. Ces rencontres se sont avérées fort constructives, et les consultations se poursuivent.

Je ne peux insister trop sur l'importance de ce processus. Un Institut comme le vôtre peut apporter une